



SESSION EXTRAORDINAIRE DE LA CONFERENCE DES CHEFS D'ETAT ET DE GOUVERNEMENT DE LA CEDEAO

Abuja, 11 Novembre 2012

COMMUNIQUE FINAL

1. La Session Extraordinaire de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) s'est tenue les 11 Novembre 2012 à Abuja, République Fédérale du Nigéria, sous la Présidence de **S. E. M. Alassane Ouattara**, Président de la République de Côte d'Ivoire, Président en exercice de la Conférence.
2. Le Sommet a été convoqué à l'effet d'évaluer les dernières évolutions des défis sécuritaires et institutionnelles inhérents au processus de transition au Mali et en Guinée Bissau.
3. Etaient présents à cette Session, les Chefs d'Etat et de Gouvernement suivants ou leurs représentants dûment mandatés:
 - S. E. M. **Thomas Boni YAYI**, Président de la République du Bénin
 - S. E. M. **Blaise COMPAORE**, Président du Burkina Faso
 - S. E. M. **Alassane OUATTARA**, Président de la République de Côte d'Ivoire
 - S.E.M. **Manuel Serifo NHAMAJO**, Président par Intérim de la République de Guinée Bissau
 - S.E.M **Alpha CONDE**, Président de la République de Guinée
 - S.E.M. **Dioncounda TRAORE**, Président par Intérim de la République du Mali
 - S. E. M. **Mahamadou ISSOUFOU**, Président de la République du Niger
 - S.EM. **Goodluck Ebele JONATHAN**, Président de la République Fédérale du Nigeria
 - S. E. M. **Macky SALL**, Président de la République du Sénégal
 - S. E. M. **Faure Essozimna GNASSINGBE**, Président de la République Togolaise
 - S.E.M. **K. B. AMISSAH-ARTHUR**, Vice Président de la République du Ghana
 - S.E.M. **Jorge Alberto BORGES**, Ministre des Relations Extérieures de la République du Cap Vert

- S.E.Mme. **Susan Waffa OGOO**, Ministre des Affaires Etrangère de la République de Gambie
- S. E.M **Augustine KPEHE NGAFUAN**, Ministre des Affaires Etrangères de la République du Liberia
- S. E. Mme. **Ebun JUSU**, Vice Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale de la République de Sierra Léone

4. Les pays et organisations suivants ont pris également part à ce Sommet en qualité d'observateurs :

- L'Algérie
- La Mauritanie,
- Le Maroc
- L'Afrique du Sud
- Le Tchad, représenté par le Premier Ministre, **SEM Emmanuel NADINGAR**,
- L'Union Africaine, représentée par le Haut Représentant de l'UA pour le Mali et le Sahel, **SEM Pierre BUYOYA**
- Les Nations Unies, représentées par **SEM Said DJINNIT** Représentant Spécial du Secrétaire Général des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest

5. Les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont pris acte des memoranda du Président de la Commission sur la situation au Mali et en Guinée Bissau ainsi que du Rapport de la Session Extraordinaire du Conseil de Médiation et de Sécurité du 9 Novembre 2012 présenté par le Président du Conseil. La Conférence a également pris note du compte rendu de **S. E. M. Blaise Compaoré**, Président du Faso, Médiateur de la CEDEAO au Mali, et de celui de **S. E. M. Goodluck Ebele Jonathan**, Président de la République Fédérale du Nigeria, Président du Groupe Régional de Contact sur le Mali et la Guinée Bissau.

6. Après examen approfondi, les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont entériné les principales recommandations contenues dans les différents rapports. Tout en réaffirmant leur détermination à accompagner le Mali et la Guinée Bissau dans la résolution de leur crise sécuritaire et institutionnelle et ce, dans le cadre des normes et principes régissant les Protocoles de la Communauté, les Chefs d'Etat et de Gouvernement ont pris les décisions spécifiques suivantes :

A-/ Sur le Mali :

7. La Conférence réitère que le dialogue reste l'option préférée dans la résolution de la crise politique au Mali. Toutefois, en ce qui concerne la situation sécuritaire, l'usage de la force s'avère indispensable contre les réseaux terroristes et de criminalité transnationale qui menacent la paix et la sécurité internationales.

8. La Conférence se félicite de l'adoption de la Résolution 2071 du Conseil de Sécurité des Nations Unies (CSNU) en date du 12 octobre 2012 comme une étape importante dans les efforts internationaux visant à résoudre les crises sécuritaires et institutionnelles au Mali. Elle se félicite également de l'adoption du Concept Stratégique pour la résolution des crises au Mali au cours de la seconde réunion du Groupe d'appui et de suivi sur la situation au Mali, tenue le 19 octobre 2012, ainsi que de l'approbation du Concept par le Conseil de Paix et de Sécurité de l'UA, le 24 octobre 2012.

9. Le Sommet décide d'adopter le Concept harmonisé des Opérations pour le déploiement de la Force Internationale conduite par l'Afrique puis demande au Conseil de Paix et de Sécurité de l'Union Africaine d'entériner ledit concept et d'en assurer la transmission et celle du Concept Stratégique au Secrétaire Général des Nations Unies dans les délais prescrits par la Résolution 2071. Le Sommet exhorte le Conseil de Sécurité des Nations Unies à procéder à l'examen diligent de ce Concept en vue d'autoriser, le déploiement de la Force militaire internationale au Mali conformément au chapitre VII de la Charte des Nations Unies.

10. Tout en reconnaissant le rôle de premier plan du Mali dans les efforts militaires et diplomatiques visant à restaurer l'ordre constitutionnel ainsi que l'unité et l'intégrité territoriale du pays, le Sommet souligne le rôle de leadership de la CEDEAO dans le déploiement de la force internationale sous conduite africaine ainsi que dans le commandement de la Force et la mobilisation des ressources en étroite collaboration avec l'Union Africaine et les Nations Unies.

11. Le Sommet réitère ses instructions à la Commission pour le maintien de la force en attente en état de préparation avancée, en prévision d'un déploiement imminent et exhorte les Etats membres à honorer leurs engagements relatifs à la fourniture de troupes et de logistique.

12. Concernant le processus de transition, la Conférence prend note de la déclaration du Président par Intérim que la feuille de route de transition sera disponible dans les prochains jours. Elle exhorte le gouvernement du Mali à expédier les actions à ce sujet et à en assurer la mise en œuvre scrupuleuse visant à assurer le rétablissement de l'autorité de l'Etat sur toute l'étendue du territoire, ainsi que la tenue d'élections libres, justes et transparentes, durant la transition.

13. A cet égard, la Conférence réitère sa décision selon laquelle ni le Président par intérim ni le Premier Ministre et les autres membres du gouvernement de transition ne pourront être candidats à la prochaine élection présidentielle.

14. Les Chefs d'Etat et de Gouvernement invitent les autorités de la transition à procéder, avec diligence, à la mise en place du Comité National chargé de conduire, avec la facilitation

du Médiateur, le dialogue interne entre les différentes parties prenantes à la transition et aussi avec les groupes armés non impliqués dans les activités terroristes et criminelles et qui acceptent, sans conditions, de reconnaître l'unité et l'intégrité territoriale du Mali ainsi que le caractère laïc de l'Etat.

15. La Conférence réitère ses préoccupations face aux flagrantes violations des droits humains et humanitaires dans les territoires occupés ainsi qu'aux conséquences humanitaires qui pourraient résulter du déploiement envisagé. Les Chefs d'Etat et de Gouvernement saluent la prise en compte du volet humanitaire dans le concept stratégique et la planification des opérations et lancent un appel aux agences humanitaires et à la Communauté Internationale à continuer d'apporter leur assistance au Mali et aux autres pays affectés de la région.

16. La Conférence se félicite des efforts déployés par **SEM Alpha Condé** Président de la République de Guinée pour faciliter le transfert des armes au Mali et l'encourage à prendre les mesures nécessaires additionnelles pour assurer leur transfert rapide et sécurisé aux autorités maliennes.

17. Le Sommet exprime sa profonde gratitude pour les efforts de médiation consentis par **S.E.M. Blaise Compaoré**, Président du Faso et par le Médiateur Associé, **S.E.M. Goodluck Ebélé Jonathan**, Président de la République fédérale du Nigéria, et les encourage à persévérer dans la recherche d'une solution pacifique à la crise.

18. La Conférence se félicite du rôle joué par les pays voisins du Mali ainsi que par tous les autres partenaires internationaux de la CEDEAO dans le cadre des efforts visant à aider le Mali dans la résolution des crises sécuritaires et institutionnelles auxquelles est confronté le pays.

B-/ Sur la Guinée-Bissau

19. Le Sommet se félicite des efforts engagés par des Bissau-guinéens afin de promouvoir le dialogue interne et considère la décision de convoquer l'Assemblée nationale en session prochaine comme un autre moyen de parvenir à un consensus sur la transition et de favoriser une gouvernance inclusive.

20. La Conférence instruit la Commission d'accélérer la conduite de la mission d'évaluation conjointe en Guinée Bissau par la CEDEAO, l'UA, la CPLP, les Nations Unies et l'UE et considère cette mission comme un processus important dans la formulation d'un consensus au plan international. Elle encourage les partenaires à conjuguer leurs efforts afin de renforcer la transition et d'assurer la crédibilité du processus, en prévision de la tenue d'élections au plus tard en avril 2013.

21. A cet égard, la Conférence réitère sa décision selon laquelle ni le Président par intérim ni le Premier Ministre et les autres membres du gouvernement de transition ne pourront être candidats à la prochaine élection présidentielle.

22. Les Chefs d'Etat et de Gouvernement condamnent fermement la tentative de déstabilisation du 21 octobre 2012 et dénoncent tout recours à la violence ou à des moyens anticonstitutionnels pour exprimer des revendications politiques. Ils exhortent les autorités de transition à veiller au respect de l'Etat de droit ainsi que des droits humains dans le cadre des investigations et éventuellement des poursuites liées à cette affaire.

23. Le Sommet salue la signature du Protocole d'Accord sur le Programme de Réforme du Secteur de Défense et de Sécurité (PRSDS) et instruit la Commission de prendre des mesures nécessaires afin d'assurer le démarrage immédiat de sa mise en œuvre. Il invite l'UA et les autres partenaires à participer activement au processus.

24. Les Chefs d'Etat et de Gouvernement font appel à l'Union Africaine de reconnaître le gouvernement de transition établi en Guinée Bissau avec la facilitation de la CEDEAO. Par ailleurs, ils exhortent l'Union Africaine de suspendre les sanctions imposées à l'encontre de la Guinée Bissau, comme un encouragement aux autorités de transition et en reconnaissance des progrès que le pays continue à faire vers la formation d'un gouvernement de transition plus inclusif pour faciliter la restauration paisible et totale de l'ordre constitutionnel dans le pays. A cet égard la Conférence a invité S.E.M. Thomas Boni Yayi, Président en Exercice de l'Union Africaine, à s'assurer de la mise en œuvre de cette décision.

25. Le Sommet exprime ses félicitations aux éléments de l'ECOMIB et aux pays contributeurs de troupes, pour les efforts consentis en Guinée Bissau. En vue de l'expiration, le 17 novembre 2012 du mandat initial de six mois de l'ECOMIB, la Conférence décide de prolonger ledit mandat pour une nouvelle période de six mois.

26. La Conférence renouvelle son appel aux Etats membres pour une assistance financière au Gouvernement de la Guinée Bissau et en appelle aussi à la communauté internationale pour un assouplissement des sanctions appliquées à l'encontre du pays afin de réduire les souffrances des populations.

27. La Conférence exprime sa profonde gratitude à **S.E.M. Goodluck Ebele Jonathan** pour les efforts de médiation entrepris et l'assistance financière apportée à la Guinée Bissau. Elle exprime également ses remerciements aux membres du Groupe de contact régional et les encourage à poursuivre leurs efforts de médiation dans le pays.

28. Les Chefs d'Etat et de Gouvernement expriment leurs chaleureuses félicitations à **S. E. M. Alassane Ouattara** Président de la République de Côte d'Ivoire, Président en Exercice de la CEDEAO pour sa vision et son rôle de leadership dans la recherche des solutions à la

crise au mali et en Guinée Bissau ainsi que son engagement à la promotion et à la consolidation de la paix et de la sécurité en Afrique de l'Ouest.

29. Les Chefs d'Etat et de Gouvernement décident de rester saisis de la situation au Mali et en Guinée Bissau.

Fait à Abuja, le 11 Novembre 2012

LA CONFERENCE